

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **15 MAI 2023**

Références : ENV-D-23. *0185*  
Affaire suivie par : Etienne PEQUERIAU  
Téléphone : 02 90 08 55 55  
Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIRCOB**

8 avenue John Kennedy  
29270 Carhaix-Plouguer  
Code AIOT : 0005500607

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'unité de valorisation énergétique des déchets (UVED) exploitée par le SIRCOB à Kervoazou 29270 Carhaix-Plouguer. L'inspection a été annoncée le 21/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées de la DREAL Bretagne. L'UVED de Carhaix étant un site prioritaire national, il doit, a minima, fait l'objet d'une visite annuelle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRCOB
- Kervoazou 21 route de Gourin 29270 Carhaix-Plouguer
- Code AIOT : 0005500607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SIRCOB est autorisé à exploiter une unité de valorisation énergétique de déchets sur le territoire de la commune de Carhaix. Cette unité est autorisée à admettre un tonnage annuel maximal de déchets non dangereux de 33 000 tonnes et dispose à cette fin d'une ligne d'incinération. Les thèmes de visite retenus sont la prévention des pollutions et la gestion des matières dangereuses, ainsi que le contrôle des valeurs de suivi en continu des émissions atmosphériques dans le cadre de l'action nationale 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a demandé à l'exploitant de tester le démarrage de l'arrosage de la trémie d'introduction des déchets dans le four. Cet essai s'est avéré concluant. Il a toutefois été noté qu'une des 2 têtes de sprinklage équipant les canaux d'aspersion était tordue et n'assurait ainsi plus son rôle de diffusion de l'eau émise. L'exploitant doit réaliser la correction nécessaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Transports — Chargements - Déchargements	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.7	/	Sans objet
5	Confinement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.9	/	Sans objet
7	Etiquetage déchets dangereux	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.3	/	Sans objet
4	Elimination des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.8	/	Sans objet
6	Conception et exploitation des installations internes de transit d...	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 5.1.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé d'écart majeur à la réglementation. Elle met en évidence des axes d'amélioration visant l'appropriation et le suivi des équipements et documents nécessaires à la prévention des impacts environnementaux. En particulier, l'exploitant doit remettre à jour la consigne de gestion des eaux en cas d'incendie, améliorer la rédaction et l'affichage des modes opératoires relatifs à l'actionnement des vannes d'isolement des capacités de rétention, permettre l'identification visuelle des déchets dangereux présents sur site par une signalisation adéquate et s'assurer de l'intégrité du sol au droit de la zone de chargement des mâchefers.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages mobiles, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses.
<b>Constats :</b> Les produits dangereux utilisés sur le site sont les réactifs mis en œuvre pour le traitement de l'eau et des fumées (soude, chaux, acide chlorhydrique). Ils sont stockés dans des réservoirs fixes, clairement signalés et étiquetés (voir photos 6 et 11 en annexe 1)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
<b>Constats :</b> Les liquides potentiellement polluants (soude et acide chlorhydrique) présents sur le site sont stockés au sein d'un local fermé dédié, dans des citernes fixes double-enveloppe qui, par conception, répondent aux exigences réglementaires en matière de capacité de rétention (voir photo 6 en annexe 1) .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Transports — Chargements - Déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité des aires de transfert
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, etc.). Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p><b>Constats :</b> Les aires de déchargement du FOD et de la chaux sont clairement signalées et imperméabilisées (voir photos 7 et 10 en annexe 1). Les éventuelles égouttures y sont collectées, et orientées vers la fosse étanche de rétention des eaux de ruissellement potentiellement polluées, pour être in fine réinjectées dans le process. En cas de trop plein de cette citerne, les eaux sont orientées vers un bassin étanche après transit par un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Les chargements de mâchefers se font sur une aire enrobée dont la surface présente quelques signes d'usure et/ou de déformation. L'exploitant doit s'assurer et justifier de la bonne étanchéité du sol au droit de l'aire de transfert des mâchefers.</p> <p>Tous les stocks de matières dangereuses et/ou polluantes sont entreposés sur des surfaces étanches permettant la récupération d'éventuelles fuites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Elimination des substances ou préparations dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Elimination des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident ou d'incendie, y compris les eaux d'extinction, suit prioritairement la filière des déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> En cas d'épandage de substances dangereuses au sol ou de production d'eaux d'extinction, celles-ci sont récupérées dans une des trois capacités de collecte des eaux ruisselant sur les plateformes du site. La procédure d'urgence prévoit en effet que la vanne d'obturation de la vidange du troisième bassin soit actionnée en situation accidentelle. Les vannes de vidange des deux citernes enterrées sont par défaut en position fermée.</p> <p>Les eaux ainsi isolées sont ensuite évacuées en tant que déchet dès lors que leur qualité ne permet pas leur rejet au milieu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 7.5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli sur place dans un bassin de confinement, étanche. La capacité utile disponible de ce bassin est en permanence de 300 m<sup>3</sup> au minimum. Il est entouré d'une clôture spécifique d'une hauteur de 2 mètres réalisée en matériaux résistants et incombustibles et munie d'un portail d'accès. Les organes nécessaires à la mise en service du bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement à partir d'un poste de commande. Leur mise en œuvre fait l'objet d'une consigne particulière. Avant rejet, les eaux recueillies doivent satisfaire aux valeurs limites fixées par l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ; en outre, le Ph doit être compris entre 5,5 et 8,5. À défaut de satisfaire – sans dilution— à ces valeurs limites, les effluents concernés sont traités comme des déchets conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Toutes les eaux collectées et/ou épandues sur le site sont orientées vers trois capacités étanches montées en série.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une première citerne souterraine de 200 m3</li> <li>- une deuxième citerne souterraine de 20 m3 (voir photo 4 en annexe 1)</li> <li>- un bassin aérien obturable 450 m3 (voir photo 2 en annexe 1)</li> </ul> <p>Le bassin est entouré d'une clôture grillagée. Les trois capacités sont équipées en sortie d'une vanne qui permet leur isolement (voir photos 1, 3 et 4 en annexe 1). Ces trois vannes ont été manœuvrées en séance sans difficulté particulière. Seul le bon fonctionnement de la vanne d'obturation du bassin n'a pas pu être vérifié dans la mesure où ce dernier n'était pas plein lors de l'essai. Les 2 vannes associées aux capacités souterraines se sont avérées fonctionnelles.</p> <p>L'actionnement de ces vannes fait l'objet d'une consigne particulière qui doit toutefois être actualisée et explicitée car plusieurs informations qui y figurent sont obsolètes ou insuffisamment explicites, notamment en ce qui concerne le mode opératoire relative à l'actionnement des vannes (sens de rotation, position ouverte/fermée etc...) (voir annexe 2)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conception et exploitation des installations internes de transit d...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des résidus et pds dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols, des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Pour les déchets dangereux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Les mâchefers sont entreposés dans un box dédié, à l'abri des eaux météoriques (voir photo 5 en annexe 1). Les REFIOM et les cendres sont conditionnés dans des big-bags hermétiques, entreposés sous préau (voir photos 8 et 9 en annexe 1). Le site est entièrement sur rétention et les surfaces d'entreposage sont étanches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Etiquetage déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, REFIOM et cendres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. (...)
<b>Constats :</b> Les big-bags de REFIOM et cendres ne sont pas étiquetés (voir photos 8 et 9 en annexe 1). Il n'est donc pas possible au vu du seul emballage de connaître la nature de leur contenu, ni a fortiori son caractère dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral 13-06AI du 31 mars 2006, article 3.2.4		
<b>Thème(s) :</b> Rejets atmosphériques		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
Paramètre	Seuil AP du 24/07/2006 Moyenne 1/2 h	Concentration 30 min relevée le 5 avril 2023 à 10h22
Poussières totales	30 mg/m <sup>3</sup>	0,64
COT	20 mg/m <sup>3</sup>	1,10
CO	100 mg/m <sup>3</sup>	0,54
HCl	60 mg/m <sup>3</sup>	2,62
HF	4 mg/m <sup>3</sup>	0,00
SO2	200 mg/m <sup>3</sup>	15,77
NOx	400 mg/m <sup>3</sup>	188,23
Les VLE sont respectées		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		



Annexe 1 – photographies du site le 5 avril 2023



Photo 1 : vanne d'obturation du bassin



Photo 2 : bassin de 450 m<sup>3</sup>



Photo 3 : vanne d'obturation de la citerne de 20 m<sup>3</sup>



Photo 4 : vanne d'obturation de la citerne de 200 m<sup>3</sup>

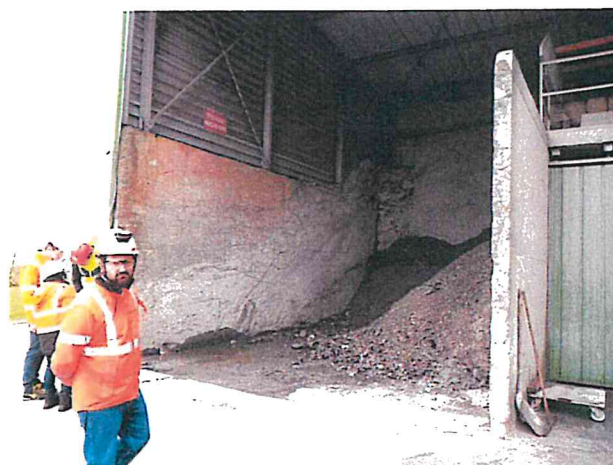


Photo 5 : box d'entreposage du mâchefer sous abri



Photo 6 : réservoirs fixes à double enveloppe de soude et HCl





Photo 7 : aire étanche de dépôtage du FOD



Photo 8 : aire étanche d'entreposage sous abri des big-bags de REFION non étiquetés



Photo 9 : signalisation de l'aire d'entreposage des REFION



Photo 10 : aire étanche de dépôtage de la chaux



Photo 11 : étiquetage du silo de chaux